

# Plan Local d'Urbanisme

## BRIDES LES BAINS

Département de la Savoie




## Modification Simplifiée n° 2 du PLU Formulaire

Réalisé par la personne publique responsable en application des articles R.104-33 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme pour un Plan Local d'Urbanisme



Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale



	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de BRIDES-LES-BAINS (73)
SIRET/SIREN
SIREN 217 300 573
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Brides-les-Bains, 1 place du Centenaire 73570 Brides-les-Bains Tel : 04 79 55 21 55
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Bruno PIDEIL, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
M. Alain LAGRANGE, Responsable du service urbanisme de la commune responsableurbanisme@mairie-brideslesbains.fr // 07 86 29 64 38 Mme Carine ALLARD, ATELIER 2 Urbanistes et Architectes // Chargée de la modification du PLU urbanistes@atelier-2.fr // 06 61 94 30 98

<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))</b>
<a href="#">Plan Local d'Urbanisme de la commune de Brides-les-Bains</a>
<b>2.2 Intitulé du document</b>
<a href="#">Modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Brides-les-Bains</a>
<b>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</b>
<a href="#">Plan Local d'Urbanisme approuvé le 19 juillet 2017.</a> <a href="#">Modification simplifiée n°1 approuvée le 5 décembre 2019.</a> <a href="#">Document d'urbanisme consultable sur le Géoportail de l'Urbanisme.</a>
<b>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</b>
<a href="#">Commune de Brides-les-Bains</a>
<b>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</b>
<a href="#">Commune de Brides-les-Bains</a>

<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
<a href="#">SRADDET Auvergne Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020</a>
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
<a href="#">SCoT Tarentaise Vanoise approuvé le 14 décembre 2017</a>
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<a href="#">SDAGE du Bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022</a>

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
<a href="#">Avis tacite rendu le 21.02.2017</a>

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
/
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
-
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Depuis son approbation, le PLU de la commune de Brides-les-Bains a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée le 5 décembre 2019. Cette procédure a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas présentée le 25 Juillet 2019 et dont la décision a été rendu me 24 septembre 2019 : cette évolution du PLU n'a pas été soumise à évaluation environnementale.

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Modification simplifiée n°2
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
Population municipale : 491 habitants en 2020 d'après les données de l'INSEE consulté en Juin 2024.

<b>4.2.2 Caractéristiques spatiales</b>				
Superficie totale (en hectares)	263,2 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	37 ha	14%	37 ha	14%
zones 1 AU	0 ha	0%	0 ha	0%
zones 2 AU	2,2 ha	0,8%	2,2 ha	0,8%
zones A	91,4 ha	34,8%	91,4 ha	34,8%
zones N	132,6 ha	50,4%	132,6 ha	50,4%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

## Orientation n°2. Maîtriser le développement de l'urbanisation

### 1. Maîtriser le développement

#### a. Favoriser l'utilisation du bâti existant

- ➡ Rendre le patrimoine existant plus attractif pour de l'habitat permanent en favorisant les possibilités d'évolution du bâti et en permettant la mise en place de moyen d'utilisation d'énergie renouvelable ou de mise en œuvre de matériaux favorisant la maîtrise énergétique des bâtiments

#### b. Déterminer un potentiel constructif cohérent

- ➡ Bien évaluer le potentiel constructible en adéquation avec les besoins en logements (principaux + secondaires + locations touristiques) ; ce potentiel constructible est estimé à environ 3,1 ha
- ➡ Cibler le développement sur les zones suffisamment desservies, en donnant la priorité aux secteurs du bourg offrant l'essentiel des équipements et services, et, au hameau de Fontaine, proche du centre bourg, facilement accessible et qui a déjà fait l'objet de diversification de l'habitat

### 2. Fixer des objectifs de modération de consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain

#### a. Inciter à la création de logements de typologie alternative au tout individuel ; réduire la consommation d'espace

- ➡ Inciter à construire sur des tènements fonciers plus petits : de 400 à 600 m<sup>2</sup> / logement pour chaque construction individuelle ; de 300 à 400 m<sup>2</sup> pour de l'habitat de type groupé / intermédiaire
- ➡ Diversifier l'offre , y compris par des logements collectifs, sur l'ensemble des secteurs de développement ; tendre vers un minimum de 20 % de logements collectifs en création
- ➡ Limiter le nombre de logements de type individuel sur les principales zones de développement

### 3. Favorise le développement dans le périmètre urbanisé ou à sa périphérie immédiate

- ➡ Cadrer les 3 secteurs principaux d'urbanisation par des orientations d'aménagement et de programmation, prenant en compte les dénivelés et la desserte par les réseaux et la voirie, en vue d'une meilleure optimisation de l'espace (Clos du chapitre, Plat râteau et Fontaine)

## 4.3 Caractéristiques de la procédure

### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La commune de Brides-les-Bains souhaite procéder à une modification de son Plan Local d'Urbanisme afin de corriger, compléter et préciser les règles inscrites dans le règlement écrit du document d'urbanisme. Les modifications portent sur les points suivants (et sont également détaillés dans la notice explicative en annexe de ce formulaire)

- ➡ **Modifier la règle concernant les affouillement et exhaussement de sol.** La règle concernant les affouillements et exhaussements de sol doit être précisée afin de les autoriser lorsque qu'ils sont également liés aux aménagements compatibles avec la vocation de la zone. L'inscription de cette règle doit notamment permettre l'aménagement d'aire de stationnement. De plus, il est apporté une précision quant aux mouvements de terre en zone A et N. De nombreuses parcelles du territoire se trouvent classer à la fois en zone U et à la fois zone N ou A. En règle générale, les constructions sont inscrites en zone U et les jardins d'agrément en zone A ou N, complexifiant la réalisation d'affouillement et d'exhaussement de sol. Afin de palier à cette difficulté, la commune souhaite autoriser les mouvements de terre en zone A et N lorsque ces derniers sont réalisés sur le jardin



d'agrément d'une construction classée en zone U. Cela doit permettre la réalisation de places de stationnement, de jardins potagers en terrasses, ... Enfin, le règlement écrit du PLU précise seulement que « les mouvements de terres doivent respecter un équilibre entre les déblais et les remblais ». La commune souhaite supprimer cette mention qui ne s'adapte à son territoire de montagne et préciser la règle en ajoutant des prescriptions quant à leur intégration que cela soit par rapport au paysage du territoire que par rapport aux voisinages.

- ➔ **Supprimer la règle concernant les aires de collecte et de stockage des ordures ménagères,** la compétence ayant été transférée à la communauté de communes
- ➔ **Modifier la règle concernant les espaces à caractère de bureau et commercial, les salles d'animation ou hors sac, le logement de fonction qui sont autorisés dans la zone Ut.** Le règlement précise à ce jour que « les espaces à caractère de bureau et commercial, les salles d'animation ou hors sac nécessaires à la gestion de la structure et à l'accueil des touristes, ainsi que le logement de fonction autorisé, devront être regroupés dans une unique construction ». Afin de garantir des conditions de vie acceptables au gérant du camping, la commune souhaite que le logement de fonction autorisé ne soit pas obligatoirement et nécessairement regroupé avec les autres bâtiments techniques du camping. La dissociation de ces bâtiments doit permettre de limiter les nuisances (bruit) sur le logement de fonction et permettre une certaine dissociation vie professionnelle / vie personnelle, rappelant que le camping est ouvert à l'année. Afin de bien encadrer la construction de l'unique logement de fonction autorisé, le règlement écrit est complété afin d'en limiter son emprise au sol à 50 m². De plus, et afin d'assurer la viabilité économique du commerce qui sera installé dans le camping, la commune souhaite augmenter sa surface de vente (de 30 m² à 50 m²) afin de répondre au projet des gérants de l'activité.
- ➔ **Modifier la définition quant à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.** Dans les zones Ua et Ub, les constructions doivent s'implanter à l'alignement des constructions existantes : cette règle doit permettre de maintenir la morphologie du tissu bâti et d'assurer une continuité des alignements de façade. Par conséquent, la règle d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ne doit pas s'appliquer en tout point de la construction mais à partir du nu du mur. De plus, dans le cas de constructions implantées à l'alignement des voies et emprises publiques, la commune souhaite conditionner l'aménagement des balcons lorsque ces derniers surplombent le domaine public et les voies circulables afin de tenir compte de la circulation des poids lourds.
- ➔ **Réduire la distance d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives.** Dans toutes les zones du document d'urbanisme, le règlement écrit du PLU permet une implantation des constructions par rapport aux limites séparatives « avec une distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus bas et le plus proche de la limite séparative au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres. » Afin de favoriser la densification et de faciliter la constructibilité sur des unités foncières de plus en plus réduites, la commune souhaite assouplir cette règle en réduisant d'un mètre la valeur limite. Ainsi, l'implantation des constructions et de leurs annexes s'effectuera notamment « avec une distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus bas et le plus proche de la limite séparative au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. »
- ➔ **Réduire la distance d'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.** Dans les zones Ua, Ub et Uc, l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété est réglementé : les constructions devront s'implanter avec une distance de 4 mètres en zone Ua et Ub, et à une distance de 8 mètres dans la zone Uc. Afin de favoriser la densification et de faciliter la constructibilité sur des unités foncières de plus en plus réduites, la commune souhaite assouplir cette règle en réduisant ces distances et les portant à 3 mètres minimum pour les zones Ua et Ub, et 6 mètres minimum pour la zone Uc.
- ➔ **Corriger une erreur quant à la définition de la hauteur en zone Ut et clarifier la règle.** Dans toutes les zones du document d'urbanisme, la hauteur des constructions est mesurée à partir du sol

<p>naturel <u>jusqu'à l'égout de toiture</u>, à l'exception de la zone Ut où la hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel <u>jusqu'au faîtage</u>. Il s'agit d'une erreur que la commune souhaite corriger. De plus, la commune souhaite clarifier la règle du dernier paragraphe en limitant la hauteur de toutes les autres constructions à une hauteur maximale globale.</p> <p>→ <b>Apporter des précisions quant à l'aspect extérieur des constructions et aux règles concernant les toitures.</b> Dans toutes les zones du document d'urbanisme, à l'exception de la zone Uj et A, l'article 11 du règlement écrit développe des règles en ce qui concerne le traitement des toitures. La végétalisation des toitures plates est imposée : la commune souhaite retirer cette imposition qui reste difficile à mettre en place sur un territoire de montagne et qui ne s'avère pas pérenne dans le temps. Toutefois, la commune souhaite subordonner les toitures plates et terrasses à leur intégration dans l'environnement bâti et paysager de la commune. De plus, la commune souhaite supprimer deux règles qui n'apparaissent plus pertinentes : supprimer la règle concernant les débords de toitures et supprimer la règle concernant le pourcentage de pente du pan le plus court.</p> <p>→ <b>Modifier la règle concernant le pourcentage de pente des rampes d'accès.</b> L'article 12 concernant le stationnement développe des règles pour la pente des rampes d'accès des véhicules : dans le cadre de nouvelles constructions, celle-ci ne devra pas excéder 12%. Cette règle est développée dans toutes les zones du PLU à l'exception de la zone Uj. Au vu de la topographie du territoire, la commune souhaite assouplir cette règle : la pente des rampes d'accès des véhicules ne devra pas excéder 15%.</p> <p>→ <b>Revoir la règle concernant les stationnements.</b> Afin d'assouplir la règle et faciliter la transformation de locaux vacants en logements dans le centre du village (zone Ua), la commune ne souhaite pas imposer de place de stationnement en cas de changement de destination.</p> <p>→ <b>Autoriser les commerces en zone Ub.</b> Afin de répondre à l'objectif inscrit dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables « <i>Permettre le maintien des commerces de proximité et favoriser l'implantation de nouveaux pour répondre aux besoins locaux et touristiques</i> » et de répondre à la demande de plusieurs porteurs de projet, la commune souhaite assouplir la règle du PLU quant à l'installation de nouveaux commerces. Il s'agit ainsi d'autoriser les nouvelles constructions à usage commercial dans la zone Ub.</p>
<p><b>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</b></p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p> <p>-</p>
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p> <p>-</p>



4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La commune souhaite réduire la distance d'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété dans les zones en passant :

- de 4 mètres minimum dans les zones Ua et Ub à 3 mètres minimum
- de 8 mètres minimum dans la zone Uc à 6 mètres minimum

De plus la commune souhaite réduire la distance d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives dans toutes les zones du PLU en passant d'une distance  $h/2 \leq 4$  mètres à  $h/2 \leq 3$  mètres.

La réduction de ces distances aura pour effet d'augmenter la densité.

<b>4.3.4 La procédure a pour objet :</b>
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
-
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
-
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
-
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
-
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
-
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
-
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
-
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
-

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée en intégralité par la loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par la zone NATURA 2000 « Les Adrets de la Tarentaise »
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L.332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune possède un Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn), approuvé le 30 avril 2008 et révisé le 30 novembre 2017.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

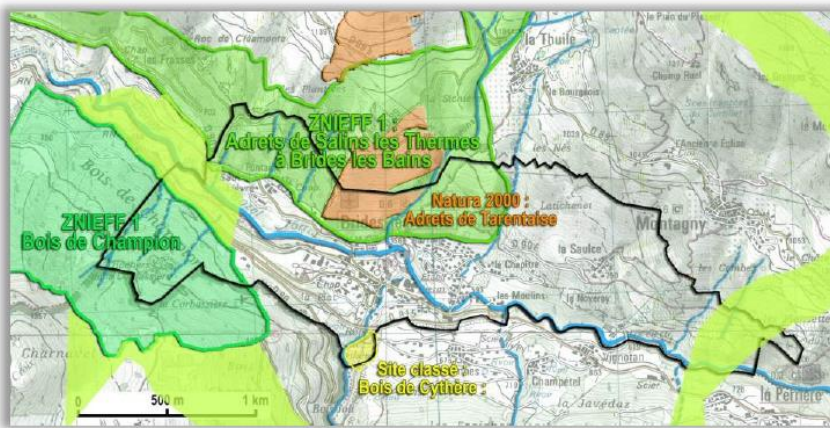
## Annexe II

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune est concernée par l'ancienne concession minière d'anthracite « Chamdernier » dont le titre a été renoncé le 21.06.1973. Bien que la commune soit incluse dans le périmètre de concession, en l'état actuel des connaissances, elle n'est pas impactée par des zones d'anciens travaux miniers.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le SRADDET identifie un corridor d'importance principal entre la montagne du Mont Jovet au Nord et la montagne de Cherferie au Sud, situé à l'extrémité Ouest. Le SCOT précise l'existence d'un autre corridor reliant le versant boisé de Villarlurin et des Allues, et celui de la Dou de Saint Maurice, composé d'une mosaïque de milieux naturels allant jusqu'au crêt de Collieret.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par deux ZNIEFF de type I : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Adrets de Salins les Thermes à Brides-les-Bains (297,87 ha)</li> <li>- Bois de Champion (131,77 ha)</li> </ul>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

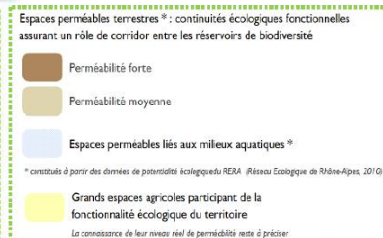
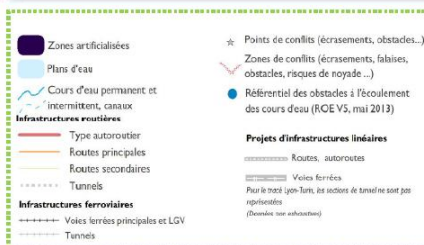
## Annexe II

un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par un site classé, le bois de Cythère.





Corridors définis à l'échelle du territoire de l'APT



<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L.631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L.113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

## Annexe II

D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L.141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			

<b>6. Auto-évaluation</b>
L'auto-évaluation doit <b>identifier</b> les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et <b>expliquer</b> pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

7. Autres procédures consultatives	
<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>	
Juillet 2024	
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>	
Aucune	
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>	
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Dossier mis à disposition du public	
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Si oui, préciser lesquelles	
-	
- autre, préciser les modalités	
-	

8. Annexes		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
-		



9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Brides-les-Bains	le,	16 juillet 2024
Nom	PIDEIL	Prénom	Bruno
Qualité	Maire		
Signature			
